



COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

Palais de la Paix, Carnegieplein 2, 2517 KJ La Haye, Pays-Bas

Tél : +31 (0)70 302 2323 Télécopie : +31 (0)70 364 9928

Site Internet : www.icj-cij.org Compte Twitter : [@CIJ_ICJ](https://twitter.com/CIJ_ICJ) Chaîne YouTube : [CIJ ICJ](https://www.youtube.com/CIJ_ICJ)

Page LinkedIn : [Cour internationale de Justice \(CIJ\)](https://www.linkedin.com/company/cour-internationale-de-justice)

Communiqué de presse

Non officiel

N° 2019/37

Le 11 septembre 2019

Délimitation maritime dans l'océan Indien (Somalie c. Kenya)

La Cour tiendra des audiences publiques du lundi 4 au vendredi 8 novembre 2019

LA HAYE, le 11 septembre 2019. La Cour internationale de Justice (CIJ), organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies, tiendra des audiences publiques en l'affaire relative à la Délimitation maritime dans l'océan Indien (Somalie c. Kenya), du lundi 4 au vendredi 8 novembre 2019, au Palais de la Paix, à La Haye, où la Cour a son siège.

Les audiences en l'affaire ont été reportées comme suite à la demande formulée par la République du Kenya le 3 septembre 2019 et compte tenu des vues exprimées par la République fédérale de Somalie sur cette demande (voir le communiqué de presse n° 2019/36).

Il convient de noter qu'il ne sera pas tenu compte des demandes d'accréditation reçues pour les audiences de septembre et que les journalistes devront en présenter de nouvelles. Les membres du corps diplomatique ayant l'intention d'assister aux audiences de novembre devront également envoyer une nouvelle confirmation. De plus amples informations concernant les procédures d'admission et d'accréditation figurent ci-après.

Nouveau programme des audiences

Premier tour de plaidoiries

Lundi 4 novembre 2019 10 heures-13 heures et 15 heures-16 h 30 : Somalie

Mercredi 6 novembre 2019 10 heures-13 heures et 15 heures-16 h 30 : Kenya

Second tour de plaidoiries

Judi 7 novembre 2019 15 heures-18 heures : Somalie

Vendredi 8 novembre 2019 15 heures-18 heures : Kenya

Historique de la procédure

Pour consulter l'historique de la procédure, il convient de se reporter aux paragraphes 142-153 du Rapport annuel de la Cour 2017-2018 et aux communiqués de presse n^{os} 2018/12, 2019/29 et 2019/36, disponibles sur le site Internet de la Cour (www.icj-cij.org).

Offre multimédia

Les audiences seront diffusées en direct et en différé (VOD), en français et en anglais, sur le site Internet de la Cour (www.icj-cij.org/fr/multimedia-index) ainsi que sur «UN Web TV», la chaîne de télévision en ligne de l'Organisation des Nations Unies. Des photographies, ainsi qu'une sélection d'extraits vidéo haute résolution, de l'événement seront mises sur le site Internet et sur le compte Twitter de la Cour (@CIJ_ICJ).

Toutes les photographies et vidéos proposées aux médias par la Cour sont mises à disposition gratuitement et libres de droit pour un usage éditorial (hors usage commercial).

Les informations concernant la procédure d'accréditation et d'admission pour les audiences et leur retransmission vidéo (basse et haute résolution), ainsi que d'autres informations pratiques destinées aux médias, figurent ci-après.

A. Procédures d'accès en vigueur

En raison du nombre limité de places disponibles dans la grande salle de justice, l'accès à celle-ci est en priorité réservé aux représentants des Etats Parties à l'affaire ainsi qu'aux membres du corps diplomatique.

1. Membres du corps diplomatique

Le département de l'information invite les membres du corps diplomatique ayant l'intention d'assister aux audiences à le lui faire savoir **avant le jeudi 24 octobre 2019 à minuit** (heure de La Haye) en adressant un courriel à confirmation@icj-cij.org.

2. Membres du public

Un certain nombre de sièges sera attribué aux membres du public en fonction de leur ordre d'arrivée. Aucune procédure préalable d'admission n'est mise en place, et aucune demande d'admission soumise au préalable pour assister à ces audiences ne sera prise en compte.

3. Représentants des médias

Une procédure obligatoire d'accréditation en ligne est ouverte aux médias : elle sera close **le jeudi 24 octobre 2019 à minuit** (heure de La Haye). Les demandes soumises après cette date ne

seront pas prises en considération. **Le département de l'information se réserve le droit de clore la procédure d'accréditation avant cette date si la capacité de la salle de presse est atteinte.**

B. Autres informations pratiques à l'usage des médias

1. Horaires et modalités d'accès au Palais de la Paix

La salle de presse sera ouverte, pendant les jours d'audiences, une heure et demie avant le début de celles-ci et fermée une heure après leur clôture. Les représentants des médias accrédités doivent être munis d'une pièce d'identité et de leur carte de presse. Ils sont invités à se présenter à la grille du Palais de la Paix une heure avant le début de chaque audience au plus tard. **Seuls les journalistes dûment accrédités et en mesure de s'identifier seront autorisés à pénétrer dans l'enceinte du Palais.**

2. Stationnement au Palais de la Paix, véhicules satellite

Le stationnement dans l'enceinte du Palais n'est pas autorisé. Seuls les véhicules satellite peuvent bénéficier d'une dérogation, à demander dans le formulaire d'accréditation en ligne. Les médias télévisés souhaitant retransmettre les audiences en direct sont invités à prendre contact avec le département de l'information le plus rapidement possible. Les techniciens/conducteurs de véhicule avec antenne satellite seront informés en temps utile des horaires d'accès au Palais.

3. Accès à la salle d'audience

Les prises de vues ne sont autorisées que quelques minutes au début du premier tour de plaidoiries des Parties. Les photographes et cameramen seront accompagnés par un membre du département de l'information.

4. Salle de presse

Les audiences seront retransmises en direct sur grand écran, en français et en anglais, dans une salle de presse disposant d'un accès partagé à l'Internet (Wi-Fi, Ethernet). Les équipes de TV peuvent s'y connecter au système audiovisuel PAL (HD et SD) et NTSC (SD) de la Cour, et les reporters radio au système audio.

5. Vidéos et photographies

Des extraits vidéo (SD/MPEG2 et HD/MPEG4) et des photographies réalisés par le Greffe lors des audiences seront disponibles gratuitement, hors usage commercial, à la clôture des audiences (lien de téléchargement : www.icj-cij.org/fr/multimedia-index).

6. Autres services aux médias

Pour de plus amples détails pratiques (sur les demandes d'interviews, les plateaux télévisés, les sorties audio et vidéo proposées, etc.), merci de consulter le site Internet de la Cour, à la rubrique «Espace presse/Services aux médias».

La Cour internationale de Justice (CIJ) est l'organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Elle a été instituée en juin 1945 par la Charte des Nations Unies et a entamé ses activités en avril 1946. La Cour a son siège au Palais de la Paix, à La Haye (Pays-Bas). C'est le seul des six organes principaux de l'ONU dont le siège ne soit pas à New York. La Cour a une double mission, consistant, d'une part, à régler conformément au droit international les différends d'ordre juridique qui lui sont soumis par les Etats (par des arrêts qui ont force obligatoire et sont sans appel pour les parties concernées) et, d'autre part, à donner des avis consultatifs sur les questions juridiques qui peuvent lui être soumises par les organes de l'ONU et les institutions du système dûment autorisées à le faire. La Cour est composée de quinze juges, élus pour un mandat de neuf ans par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité des Nations Unies. Indépendante du Secrétariat des Nations Unies, elle est assistée par un Greffe, son propre secrétariat international, dont l'activité revêt un aspect judiciaire et diplomatique et un aspect administratif. Les langues officielles de la Cour sont le français et l'anglais. Egalement appelée «Cour mondiale», elle est la seule juridiction universelle à compétence générale.

Il convient de ne pas confondre la CIJ, juridiction uniquement ouverte aux Etats (pour la procédure contentieuse) et à certains organes et institutions du système des Nations Unies (pour la procédure consultative), avec les autres institutions judiciaires, pénales pour la plupart, établies à La Haye et dans sa proche banlieue, comme la Cour pénale internationale (CPI, seule juridiction pénale internationale permanente existante, créée par traité et qui n'appartient pas au système des Nations Unies), le Tribunal spécial pour le Liban (TSL, organe judiciaire international doté d'une personnalité juridique indépendante, établi par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies à la demande du Gouvernement libanais et composé de juges libanais et internationaux), le Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux internationaux (MIFRTP, chargé d'exercer les fonctions résiduelles du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pénal international pour le Rwanda), les Chambres spécialisées et Bureau du Procureur spécialisé pour le Kosovo (institution judiciaire ad hoc qui a son siège à La Haye), ou encore la Cour permanente d'arbitrage (CPA, institution indépendante permettant de constituer des tribunaux arbitraux et facilitant leur fonctionnement, conformément à la Convention de La Haye de 1899).

Département de l'information :

M. Andreï Poskakoukhine, premier secrétaire de la Cour, chef du département (+31 (0)70 302 2336)
Mme Joanne Moore, attachée d'information (+31 (0)70 302 2337)
M. Avo Sevag Garabet, attaché d'information adjoint (+31 (0)70 302 2394)
Mme Genoveva Madurga, assistante administrative (+31 (0)70 302 2396)